

CITOYENS

Militants

ÉDITO

« OXI ». C'est avec plus de 61 % des voix au référendum que les Grecs ont dit OXI - non -, au diktat des créanciers et à sa logique austéritaire le 5 juillet dernier. Le MRC était présent durant ce week-end de référendum en Grèce aux côtés de Syriza, comme soutien, comme ami (voir p. 7). Une semaine après, l'Union Européenne, par la voix de Berlin, a été mise en échec dans sa tentative d'imposer une expulsion punitive de la Grèce mais a réussi le tour de force d'imposer un accord contre la volonté populaire.

À l'Assemblée Nationale, le MRC a voté contre cet accord européen qui met la Grèce sous tutelle de la Troïka et impose des réformes récessionnistes et d'inspiration libérale qui ne feront qu'aggraver la crise. Rien n'est réglé. Au contraire ! Ce qui a été nommé crise de la Grèce est d'abord une crise de la monnaie unique. La Grèce a révélé l'échec d'une construction européenne fondée sur la monnaie unique qui ne prend pas en compte les différences des structures économiques et sociales de chaque Nation. Dans ce contexte, nous apportons notre soutien au peuple grec et affirmons nos propositions pour réorienter radicalement l'Union Européenne et changer les règles de l'euro.

Nous entrons en effet dans une période particulière où nous devons bâtir notre projet pour la France. Nous ne partons pas de rien ! Nous avons ensemble des analyses solides et des convictions fermement ancrées qui guident notre engagement. Mais nous devons actualiser, au regard des enjeux de 2017, nos propositions.

L'Université de rentrée des 26 et 27 septembre prochains en sera une première étape importante. Réservez dès maintenant votre week-end pour venir débattre et échanger.

Notre congrès des 13 et 14 juin derniers nous a permis de fixer nos orientations et notre stratégie pour 2017. La motion d'orientation adoptée par 88% des délégués à la clôture de notre congrès fixe notre feuille de route. Le calendrier que nous proposerons à l'université de rentrée nous permettra d'entrer rapidement en campagne, au service de nos idées : l'adoption de notre programme sera suivie de la désignation de notre candidat en janvier 2016.

Dès maintenant, il appartient à chacun, de la direction nationale au militant le plus récent, de se mobiliser. Dans nos villages, nos villes, nos universités, nos marchés, nos usines, nos mairies, sur nos réseaux sociaux, nous devons porter notre message : oui, la République a de l'avenir, et nous le prouverons en 2017 !

« La République a de l'avenir », ce n'est pas seulement le slogan de notre congrès, c'est aussi notre conviction profonde. **La République a de l'avenir, et le MRC aussi ! A nous tous, de le montrer !**



© Assemblée nationale

Jean-Luc LAURENT

Président du Mouvement Républicain et Citoyen



LA RÉPUBLIQUE
A DE L'AVENIR

NOUS SOMMES DES GARDIENS DE LA RÉPUBLIQUE EN VRAI QUI RÉNOVENT ET QUI RÉPARENT.

Je disais hier combien je considérais ce congrès important, combien il constituait une étape dans notre histoire et dans celle de la gauche républicaine. L'annonce de Jean-Pierre Chevènement, m'aura donné raison sur ce point plus que je n'imaginai.

La décision de Jean-Pierre Chevènement de quitter le Mouvement Républicain et Citoyen, dont il était président d'honneur, afin de « reprendre sa liberté », ne réjouit personne. Je déplore cette décision au regard de tout ce que nous avons fait à ses côtés : je considère que Jean-Pierre a toujours été un homme libre, que le MRC n'a jamais entravé cette liberté. Bien au contraire le MRC a été le moyen pour Jean-Pierre Chevènement comme pour nous tous, d'être libres. Jean-Pierre nous a élevés par sa hauteur de vue et sa stature d'homme d'Etat. Il est celui pour qui je me suis engagé en politique il y a maintenant 40 ans et je suis sûr qu'il en est ainsi pour beaucoup d'entre vous.

Seulement, oui, nous sommes en désaccord sur la stratégie. En désaccord sur la préparation de l'élection de 2017, à laquelle je considère que nous ne pouvons pas renoncer. En désaccord sur les alliances et le dialogue privilégié avec les « Républicains de l'autre rive » qui, à notre sens, est une voie sans issue.

Et quand il y a désaccord, il faut débattre puis décider. Lorsque les désaccords subsistent encore et ne sont pas dépassés, il n'y a pas de drame à les constater et à le dire. Et qui sait ce que la vie nous réserve ? Car la meilleure attitude à avoir avec un ami, c'est de savoir lui dire non quand une erreur ou une bêtise risque d'intervenir.

Nous devons donc continuer, chers camarades, notre chemin et le rassemblement intervenu avec notre motion d'orientation issue de la commission des résolutions nous offre une base solide pour préparer la suite. Avec cette



direction que vous venez d'élire, j'ai confiance dans notre capacité à affronter l'avenir car nous sommes lucides sur nos erreurs d'hier, toujours fidèles à nos valeurs et à notre projet, et plus déterminés que jamais à agir demain.

« Le renoncement initial avec la ratification sans renégociation du TSCG est central puisqu'il commande l'essentiel des choix économiques et sociaux du gouvernement. »

Quelle est la vérité des trois années écoulées depuis l'élection en mai 2012 avec notre soutien lucide ?

François Hollande porte d'abord la responsabilité d'un renoncement initial avec la ratification sans renégociation du Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG).

Ce renoncement est central puisqu'il commande l'essentiel des choix économiques et sociaux du gouvernement. Faire une politique de compétitivité, dans un contexte budgétaire correct et en travaillant sur les véritables facteurs de croissance n'a rien à voir avec une politique qui porte le même nom mais qui est faite avec une politique budgétaire récessive, qui veut faire reculer le coût du travail et déréguler le marché du travail. En s'appuyant sur les préconisations du

rapport de Louis Gallois à l'automne 2012, la majorité aurait pu mener une tout autre politique de compétitivité. Le TSCG c'est le choix capital qui transforme l'or en plomb. C'est cela que nous n'acceptons pas.

La France a commencé à rechercher le passage entre les gouttes. Le point d'aboutissement étant le silence glacial sur la situation de la Grèce après la victoire de Syriza en janvier dernier. Là où il fallait y trouver l'argument d'une nouvelle donne en Europe, un allié... le gouvernement a alterné le silence et quelques appels à la mise au pas du gouvernement grec. Avec d'autres arguments et avec un autre projet, Thomas Piketty le rappelait il y a quelques jours, l'Europe est une affaire de rapport de forces. Mais voilà, François Hollande est assez étranger au rapport de forces.

« Nous ne pouvons pas suivre François Hollande dans cette exploration du Jardin des Délices du social-libéralisme sous la baguette experte d'Emmanuel Macron. »

La figure de proue est la figure de Pierre Moscovici qui passe insensiblement de Bercy à Bruxelles, qui passe de contrôlé à contrôleur, de sermonné à sermonneur. Placer la France dans le continuum européen, dans l'orthodoxie de Bruxelles, c'est conduire la France à s'effacer.

Nous ne pouvons pas suivre François Hollande dans cette exploration du Jardin des Délices du social-libéralisme sous la baguette experte d'Emmanuel Macron.

Voilà pour le bilan actuel bien ternes d'un Président auquel nous avions apporté notre soutien. Certains pariaient en 2011 sur le hollandisme révolutionnaire, nous sommes aujourd'hui face au hollandisme conformiste sur le plan européen, ce qui est l'essentiel.

Dire que nous avons été inaudibles ces trois dernières années serait faux : nous nous sommes fait entendre quand il le fallait. Dire que nous avons été captifs de nos accords aussi : nous avons fait valoir des désaccords avec la majorité. Nous sommes au clair avec nous même, fidèles à notre charpente idéologique. Mais soyons raisonnables : comment pourrions-nous soutenir François Hollande flanqué d'un tel bilan en 2017 ?

La question de notre présence à l'élection présidentielle de 2017 a suscité beaucoup de débats. N'est-il pas trop tôt ? Est-ce le bon moment pour en discuter ? Je répondrais à cela deux choses :

- Tout d'abord, la décision de nous présenter ou non à l'élection cardinale appartient aux militants et non à quelques-uns d'entre nous. Et je ne connais pas de meilleur moment pour donner la parole aux adhérents et trancher

ensemble qu'un Congrès, dont le rôle est précisément de décider de nos orientations pour les années à venir. Que la question de 2017 soit centrale dans ce 7e congrès du MRC n'est pas simplement normal, c'est une exigence démocratique et de clarté que nous devons à tous nos militants !

- Ensuite, je ferai un rappel simple : nous sommes en juin 2015, soit deux ans à peine avant la prochaine élection. Le temps passe vite, surtout en politique et je ne crois pas aux campagnes échafaudées sur un coin de table, ni à celles où l'on attend désespérément un signe pour se lancer dans la course. Nous savons tous comment ces campagnes finissent. Nous savons tous combien elles ébranlent notre crédibilité et meurtrissent tous ceux qui avaient placé des espoirs en nous. Si nous voulons en être dignes et véritablement aller au bout de nos capacités à nous présenter à l'élection de 2017, la campagne commence maintenant.

Alors, non il n'est pas trop tôt pour trancher ces questions et oui, nous avons eu raison d'en débattre. Le texte issu de la commission de résolution des conflits est clair : notre volonté collective est d'y aller, de nous préparer dès aujourd'hui à cette échéance avec nos propres moyens et notre programme.

*« Le Front National se nourrit des renoncements de la gauche, de ses échecs. Il n'est fort que parce que nous sommes faibles et que nous ne parvenons plus à parler au peuple. Est-ce rendre service à la gauche que de nier cette réalité, que de la masquer par un rassemblement factice qui ne nous épargnera même pas la défaite ?
Le MRC répond non ! »*

Préparons-nous donc à partir en campagne mais préparons-nous également à prendre des coups et préparons-nous à y répondre, droits dans nos bottes, comme toujours.

Certains vous diront que la montée du Front National menace et que c'est faire son jeu que de contribuer à la division de la gauche : nous connaissons bien cela, jurisprudence 2002 oblige. Mais que ceux qui nous font ce reproche s'interrogent d'abord sur leurs erreurs. Pourquoi la gauche est-elle si faible et divisée aujourd'hui ? Pourquoi le marchandage et la pression sont-ils les seuls arguments pour ramener autour d'une table ceux qui, il y a 30 ans, avaient en commun les valeurs et la volonté de changer le réel ? Que ceux qui nous font le reproche de la division travaillent le programme avant les alliances, les fondamentaux plutôt que les questions d'appareils.

Car le Front National se nourrit des renoncements de la gauche, de ses échecs. Il n'est fort que parce que nous sommes faibles et que nous ne parvenons plus à parler

au peuple. Est-ce rendre service à la gauche que de nier cette réalité, que de la masquer par un rassemblement factice qui ne nous épargnera même pas la défaite ? Le MRC répond non ! C'est en allant à la rencontre du peuple français, en lui proposant une véritable alternative, que la gauche sera fidèle à elle-même et qu'elle pourra espérer renouer avec le succès. Si les autres partis politiques n'en sont pas capables : dont acte, nous y allons. La France a besoin d'une gauche républicaine, sociale et attachée à la souveraineté. Qui mieux que nous pour porter ce discours ? Poser la question, c'est y répondre : personne.

D'autres vous diront qu'une candidature alternative à gauche peut se dégager et qu'il faut s'y tenir prêts, voire l'encourager, plutôt que de se lancer sous nos propres couleurs. Je l'ai déjà dit tout à l'heure : je ne crois pas qu'attendre, bras croisés, la candidature providentielle, comme certains scrutent le ciel en attendant la pluie ou le soleil, soit très efficace. Rien ne nous dit qu'une telle candidature arrivera un jour. Le nom d'Arnaud Montebourg est revenu quelques fois ce week-end, presque aussi souvent que chez nos amis socialistes dimanche dernier après sa tribune dans le *Journal du Dimanche*. Sa présence dans le débat est utile, elle est même salutaire. Sera-t-il candidat ? Le souhaite-t-il ?

« 2017 est le cap : c'est de la reconstruction de la gauche qu'il est question. »

Mes camarades, il nous faut, comme souvent, compter avant tout sur nos propres forces. Et elles ne sont pas si modestes qu'on veut bien le dire. Ne faisons pas de complexes. Nous avons les idées claires et des analyses solides, nous avons des moyens financiers, humains avec une jeunesse dynamique et des responsables de talent. Alors pourquoi y aller ? Mais tout simplement parce que nous avons toutes les raisons d'y aller !

Je propose donc de lancer, dès l'installation du nouveau secrétariat national, la conception de notre programme pour 2017 ainsi que la collecte des parrainages avec un responsable désigné au sein de la direction. Ce processus de préparation sera accompagné par la création de comités locaux citoyens pour travailler notre ancrage sur le terrain et renouer, de manière concrète, avec la population. Bien sûr, pas de présidentielle sans candidat derrière qui tout le parti sera uni : c'est pourquoi je propose également que ce soit vous, militants, qui puissiez désigner au premier trimestre 2016 celui qui portera nos couleurs. 2017 est le cap : nous aurons besoin de tout le monde pour être au rendez-vous et porter cette parole unique au sein de la gauche. L'enjeu de cette campagne dépasse donc de loin nos questions internes : c'est de la reconstruction de la gauche qu'il est question. Nous aurons un rôle à jouer.

Catherine Coutard citait hier cette belle image de Didier Motchane lors d'une soirée d'échanges, l'an dernier à

Caen : « la petite lumière », et celle de Jean-Yves Autexier : « la bougie qui peut éclairer de grands espaces sombres ». C'est notre rôle d'être les conservateurs des principes républicains et de l'exigence républicaine. Pas des conservateurs de musée, mais des gardiens actifs, de combat, qui luttent, qui convainquent, qui résistent à l'air du temps, aux facilités, aux modes, aux intérêts, aux idéologues du tout marché, des gardiens de la République en vrai qui rénovent, qui réparent... et non des réformateurs qui normalisent aux standards de l'Europe et de la mondialisation.

Tout le monde est républicain et personne ne l'est, c'est le propre d'une utopie politique. La République est toujours à venir, la République est exigence vis-à-vis de soi-même, émancipation et lutte contre des forces adverses. La République, c'est d'abord bien la simple forme républicaine, mais aussi l'ensemble de notre patrimoine républicain : une histoire, des principes, des grandes lois, des institutions. La République, c'est aussi ce programme politique néo-républicain façonné à partir du milieu des années 80 par Jean-Pierre Chevènement pour répondre à la crise de la France et à la crise de la gauche.

Une histoire, des idées, un programme, des principes... la République n'est pas un passé, la République a de l'avenir.

« La France a besoin d'une gauche républicaine, sociale et attachée à la souveraineté. Qui mieux que le MRC pour porter ce discours ? »

Voilà pourquoi l'OPA de Nicolas Sarkozy est odieuse, parce qu'elle brouille, parce qu'elle corrompt. On l'a vu à l'oeuvre face à la demande d'autorité ou d'énergie. Il a eu le flair de bien identifier ces aspirations, de les chevaucher avant de totalement les dévoyer en conflictualité permanente et en agitation insécurisante. Nous n'avons pas le droit de lui laisser faire la même chose avec la République. Et les enjeux sont encore plus importants, cette procédure difficile et risquée n'est que la petite partie d'un tout qui doit être notre grand combat pour faire vivre la République, pour éviter qu'insensiblement la France, notre pays, notre nation, se mue en une simple démocratie, ordinaire, normalisée, une région démocratique dans la grande gouvernance européenne. Voilà le sens de notre combat, de notre mobilisation, de notre parti. C'est un combat qu'il nous faut mener pour montrer et affirmer que la République a de l'avenir !

**RETROUVEZ LE DISCOURS COMPLET
ET LA MOTION D'ORIENTATION
ADOPTÉE PAR LE CONGRÈS SUR
MRC-FRANCE.ORG**

EUROPÉISME, LIBÉRALISME : PROPOSER L'ALTERNATIVE

L'université de rentrée à Clermont Ferrand les 25-26 et 27 septembre 2015 aura une importance majeure au regard des orientations définies par le congrès du MRC des 13 et 14 juin 2015. Notre Université de rentrée constituera un moment d'affirmation politique de discussions et de réflexions dans la perspective de l'élection présidentielle 2017.

vendredi 25 septembre 2015

19h : Atelier

Les grandes orientations pour le programme du MRC pour l'élection de 2017 : Réinventer le pacte républicain au XXI^{ème} siècle

La thématique proposée consiste à disposer d'un temps d'échange afin que le MRC puisse définir les grandes orientations pour préparer la réflexion sur la rénovation et l'actualisation de sa doctrine politique. Ce sera le moment pour nous d'aborder les grandes questions : la question du clivage gauche/droite, la question démocratique et les institutions, le défi social, la jeunesse, l'Europe et la souveraineté. Exercice de projection politique pour circonscrire quelques identifiants qui nous permettront de désigner et de qualifier nos objectifs programmatiques. Quelles priorités ? Comment réinventer le pacte républicain en 2017 ?

Samedi 26 septembre 2015

Début des travaux : 9h30

Table ronde n°1 - (10H30 - 12H30) : Vers la société du plein emploi: politique économique, organisation du travail et enjeux sociaux

Après le vaste mouvement de désindustrialisation que la France a connu depuis trente ans, l'équilibre social du pays est gravement atteint : plus de 6 millions de nos compatriotes sont exclus du marché de l'emploi, tandis que ceux qui ont la chance d'être en activité connaissent une rémunération et un pouvoir d'achat en berne, des difficultés croissantes dans leur vie quotidienne pour se loger, se nourrir, offrir des études et des perspectives à leurs enfants. Les mutations en cours sont par ailleurs nombreuses : télétravail, robotisation, exigence d'une forte mobilité, érosion du syndicalisme et de la solidarité de classe. Quelles réponses apporter à ces nouveaux défis ? Au-delà des enjeux de la croissance et de la reconquête de notre compétitivité, comment penser un modèle économique et social en capacité d'organiser la société de plein emploi ?

Table ronde n°2 - (14H - 15H45) : La monnaie unique au prix de l'austérité ?

L'expérience de SYRIZA témoigne de façon manifeste du lien singulier qui relie la question de l'austérité à la question monétaire. Pourtant, les personnalités politiques et les mouvements restent très en retrait sur la question de l'euro - monnaie unique.

Il s'agit d'aborder la question qui apparaît aujourd'hui comme un défi central : est-il possible de proposer une alternative à l'austérité sans remettre en cause la monnaie unique ? Y'a-t-il une voie pour la relance des économies européennes sans disposer d'un instrument monétaire souple et adapté aux différentes économies du continent ? Comment penser la croissance et la prospérité avec la BCE et les institutions économiques actuelles ? Quelles mutations doivent être envisagées ?

Table ronde n°3 - (16H - 17H45) : Quelles alternatives en Europe : espoirs, expériences, obstacles ?

La gauche méditerranéenne a pris un temps d'avance en Europe : l'émergence d'alternatives a pris des contours singuliers notamment en Grèce, mais aussi en Espagne avec SYRIZA et Podemos. Il s'agit d'échanger et de faire un retour d'expérience en partant des réalités. Comment s'organise la conquête du pouvoir ? Quelles sont les tensions et les difficultés rencontrées à l'épreuve du pouvoir ? A quoi correspondent politiquement et socialement ces mouvements ? Quelles en sont les contradictions, les forces, les faiblesses ? Quels enseignements pour construire une alternative ?

Dimanche 27 septembre (10H-12H)

Quelle alternative en 2017 ?

La succession de défaites aux élections depuis 2012 est la conséquence de l'échec de la politique de la majorité. C'est lourd de danger pour la gauche en France. Du renoncement sur le TSCG à la loi Macron, la première moitié de mandat a parachevé une conversion libérale qui vient de loin. Dans ce contexte, comment ceux qui refusent cette fatalité à gauche envisagent-ils la séquence de 2017 ? Peut-on faire apparaître une alternative crédible et solide au social-libéralisme ? Quels peuvent en être les contours, mais surtout les contenus ?

Pour contribuer à notre réflexion, échanger et nourrir le débat d'idée, nous avons invité : des représentants de SYRIZA, de Podemos, du PS, et du PCF. Parmi eux, nous recevrons André Chassaigne, député PCF, Patrice Prat et Benoit Hamon, députés PS. D'autres sollicitations restent à confirmer.

RÉSERVEZ VOTRE WEEK-END DU 25, 26 ET 27 SEPTEMBRE 2015 À CLERMONT-FERRAND

Hôtels à proximité :

Mercure centre Jaude 4* - 04 63 66 21 00
www.mercure-clermont-ferrand-centre.com

Océania 4* - 04 73 29 59 59
www.oceaniahotels.com

Suite Novotel 4* - 04 73 42 34 73
www.suitenovotel.com

Ace hôtel CHU Estaing 3* - 04 73 14 96 96
www.ace-hotel-clermont.com

Inter-hôtel République 3* - 04 73 91 92 92
www.republique-hotel.fr

Baladins Centre 2* - 04 73 26 24 55
www.clermont-baladins.com

Les commerçants 2* - 04 73 92 37 19
www.lescommerçants.fr

Floride II 2* - 04 73 35 00 20
www.hotel-floride.com



BULLETIN D'INSCRIPTION

Nom /

Prénom /

Adresse / CP / Ville /

Courriel / Téléphone /

	PLEIN TARIF	TARIF RÉDUIT (étudiants et chômeurs)	
DÉJEUNER SEUL	15 euros	10 euros	<input type="checkbox"/>
DÎNER SEUL	35 euros	25 euros	<input type="checkbox"/>
INSCRIPTION AUX TRAVAUX (obligatoire)	30 euros	20 euros	<input type="checkbox"/>
FORFAIT GLOBAL (réduction de 25% par rapport à la participation à la carte)	60 euros	40 euros	<input type="checkbox"/>

Cocher la/les prestation(s) retenue(s)

J'arrive en avion le/09 àh....., je prends contact avec la fédération

Je fais partie du comité jeunes, je souhaite bénéficier de l'hébergement dans le forfait global (15 places maximum)

MODALITÉS D'INSCRIPTION :

Ordre du chèque : MRC comité départemental 63

Bulletin à retourner avant le 12 septembre 2015 à Jean-Marc Miguet,

100 rue de La Parlette, 63000 Clermont-Ferrand - un bulletin par personne.

INFORMATIONS :

Jean-Marc Miguet : 06 42 80 22 91

miguet.jean-marc@orange.fr

Monique Bonnet : 06 88 56 44 13

« LE PEUPLE GREC AFFIRME SON EXISTENCE ET FORMULE SES ESPOIRS »

Bastien Faudot, porte-parole, et David Bouderballa, secrétaire national, étaient à Athènes le 5 juillet pour le référendum. Retour sur ce weekend politique.

Quelles observations avez-vous pu faire à partir du terrain, concernant notamment l'état du pays et également de l'opinion publique grecque ?

Ce qui apparaît d'emblée, c'est le contraste saisissant entre la sérénité de la population grecque, son sang-froid, son haut niveau de conscience politique des enjeux, et la situation objectivement désastreuse du pays. Nous n'avons observé aucune scène de panique malgré des circonstances très préoccupantes : banques fermées, restriction des retraits d'espèces, services publics réduits, infrastructures manquant d'entretien, activité commerciale effondrée. A l'omniprésence de la crise et de ses effets, le peuple grec lui oppose une remarquable dignité.

Ce constat rend d'autant plus abominables les pressions de la BCE visant à mettre à genoux un pays déjà exsangue. Au reste, on ne peut que constater l'inefficacité de cette stratégie du pire. La position des institutions européennes a été vécue comme une tentative d'humiliation qui a renforcé le soutien populaire dont a bénéficié Tsipras.

Quelles ont été vos différentes activités lors de vos passages successifs au siège national de Syriza ?

Le premier contact avec les dirigeants de Syriza a été instantanément chaleureux. Il s'est avéré d'autant meilleur que le soutien du MRC venait du pays dont ils attendent le plus, la France. Dans les faits, nous étions la seule organisation politique française officiellement représentée.

Le jour de notre arrivée, nous avons eu un premier entretien d'environ 1h15 avec Yiannis Burnous, responsable des relations internationales de Syriza. Cette discussion nous a permis de connaître les enjeux réels de la négociation avec l'Eurogroupe, au-delà des versions officielles retranscrites dans les médias. Nous avons aussi pu prendre la mesure d'un rapport de force qui s'avère profondément politique. Il nous a fait part de la motivation qui anime leur équipe de négociation et des événements qui ont jalonné le processus : les tentatives de déstabilisation de Tsipras, les enjeux inavouables et les intérêts parfois très prosaïques des Allemands. Mais ce qui leur a permis de tenir le cap malgré les pressions multiples, c'est l'obsédante fidélité au peuple



Bastien Faudot fête la victoire du non au référendum avec le peuple grec dans les rues d'Athènes

grec dont procède le gouvernement. Il y a manifestement chez Syriza une conscience aiguë que le pouvoir n'est effectif que s'il est affermi par le soutien populaire.

Le matin du scrutin nous avons eu un second entretien, mais cette fois avec Tasos Koronakis, Secrétaire général de Syriza, et membre de l'équipe de négociation, en présence de l'ensemble des délégations européennes (italiennes, danoises, irlandaises, espagnoles, portugaises).

Nous sommes revenus ensuite en fin d'après-midi pour vivre la soirée électorale au quartier général de Syriza. Les premiers indicateurs ont été rendus publics vers 19h : sondages de la veille auxquels on ne pouvait tout à fait croire. Des indiscretions nous sont communiquées un peu plus tard et confirment une victoire plus large. Au fur et à mesure du dépouillement, une victoire de plus en plus nette se dessine, suscitant une réelle euphorie.

Racontez-nous ce moment d'émotion sur la place Syntagma, partagé avec le peuple grec qui s'y était rassemblé.

On a ressenti qu'une page d'histoire était en train de s'écrire pour la Grèce, mais aussi plus largement, pour l'Europe. La fierté des Grecs et leur instinct de résistance étaient en un sens inversement proportionnels aux tentatives d'humiliation et d'ingérence qu'ils ont subies ces dernières années. Il y avait probablement une chose plus simple encore que la reconquête de la souveraineté : la reconquête d'une dignité commune. Un peuple affirmait son existence et formulait ses espoirs.

Cette ferveur était d'autant plus émouvante qu'une telle victoire du non était inattendue : c'était un plaisir de partager ce beau moment politique avec des milliers de jeunes grecs heureux de ce dénouement.

Il faut insister aussi sur la dimension générationnelle du phénomène. La population rassemblée sur la place Syntagma était extrêmement jeune. La plupart d'entre eux avaient moins de 30 ans. Au lendemain du scrutin d'ailleurs, une étude a confirmé que 80 % des moins de 25 ans ont voté en faveur du Non. La jeunesse a donné la tonalité de la soirée avec une énergie et un enthousiasme particulièrement communicatifs. C'était une manifestation de libération mais tout autant une cérémonie libératoire.

D'après vous, qu'est-ce qui explique ce « non » massif, et que personne n'attendait, au référendum grec ?

L'ampleur du score peut s'expliquer par quatre phénomènes. C'était en premier lieu le rejet de nouvelles mesures d'austérité dont les Grecs ont appris concrètement ce qu'elles impliquaient : des sacrifices supplémentaires. Or, ils étaient d'autant plus enclins à les refuser que ceux consentis ces dernières années n'ont eu aucun résultat qui aurait pu en compenser les souffrances. Les lendemains ont sans cesse été plus difficiles. Le vote Oui n'offrait en ce sens aucune perspective nouvelle.

Le vote Non a bénéficié ensuite d'une campagne de « publicité » involontaire orchestrée par les institutions

européennes (BCE, Allemagne, FMI, Commission européenne, etc.) Plus les acteurs étrangers intervenaient dans le débat grec, plus les Grecs radicalisaient leur expression à travers un réflexe d'insoumission. Juncker, Schauble ou Merkel ont probablement été les promoteurs les plus efficaces du vote Non.

Le refus de l'accord proposé par les créanciers était tout entier tourné vers l'Europe. C'est-à-dire l'exact contraire de ce que prétendaient les partisans du Oui. Le Non n'était pas un vote de défiance à l'égard de la solidarité européenne, c'était un vote de demande de solidarité.

Enfin, l'engagement total de Tsipras dans ce référendum a pesé lourd. Au-delà des considérations économiques et sociales, il inspire confiance aux Grecs. Sa droiture et son intégrité sont reconnues, y compris par ses opposants. Sa pratique du pouvoir met un terme à des décennies de corruption incarnées par les dynasties qui se sont succédées depuis la chute de la dictature des colonels.

En somme, le vote des Grecs était un vote de dignité : dignité démocratique contre la volonté des créanciers de faire tomber le gouvernement élu, dignité de vivre de son travail et d'être maître de ses choix économiques, dignité d'un peuple contre les humiliations répétées des institutions.

L'INTERVIEW COMPLÈTE SUR
MRC-FRANCE.ORG

ACCORD ENTRE LA GRÈCE ET L'UNION EUROPÉENNE



LE MRC VOTE CONTRE L'ACCORD !

L'accord trouvé ce week-end entre l'eurogroupe et le gouvernement Tsipras était soumis au vote du 15 juillet à l'Assemblée nationale après une déclaration du Premier Ministre. Christian Hutin et Jean-Luc Laurent ont voté contre.

Les commentaires dithyrambiques entendus en France depuis lundi sont déconnectés de la réalité du texte signé. L'heure ne peut pas être à la satisfaction ni aux congratulations face à la dureté des mesures imposées au peuple grec, quel que soit le rôle joué par la France dans les négociations pour empêcher l'expulsion punitive de la Grèce.

A des réformes recessionnistes et d'inspiration libérale qui ne feront qu'aggraver la crise (coupes dans la dépense publique, privatisations, déréglementations) s'ajoute un grave déni de souveraineté : le gouvernement et la Vouli sont mis sous tutelle en se voyant contraints de transmettre aux institutions toute mesure envisagée sur le plan économique.

Preuves du déséquilibre évident du rapport de force entre la Grèce et ses créanciers, la BCE maintient depuis lundi sa

pression financière en ne relevant pas le plafond des liquidités d'urgence (ELA), alors que l'économie grecque est au bord de l'effondrement, et aucun engagement n'a même été pris sur le simple reprofilage de la dette grecque. L'exemple par l'humiliation est une bien mauvaise idée. L'Allemagne, plus que n'importe quel autre pays, devrait le savoir.

L'état dramatique de l'économie grecque a contraint Alexis Tsipras à signer un accord auquel il ne croit pas, comme il l'a lui-même concédé à la télévision grecque hier soir. Nous ne sommes pas dans la même situation. Cet accord est la traduction de l'Europe telle que nous la combattons depuis des années, organisant l'austérité et le dépouillement des nations.

Sur le fond, aucune leçon ne semble avoir été tirée de cette crise : en évacuant la perspective d'un grexit hostile, l'Europe pense s'être sauvée. Il n'en est rien. Ce sont les règles de l'euro qui sont à repenser, sans quoi nous n'aurons fait qu'acheter un peu de temps supplémentaire.

Jean-Luc Laurent, 15 juillet 2015